

Roumanie

Conseil de l'UE sur la jeunesse

Comment l'Union européenne peut-elle faciliter l'intégration des jeunes sur le marché du travail, tout en promouvant simultanément la mobilité, l'inclusion et l'innovation sociale ?

La Roumanie se situe en Europe de l'Est, à la frontière entre l'Europe centrale et les Balkans. Elle est bordée par l'Ukraine au nord, la Moldavie à l'est, la Bulgarie au sud, la Serbie au sud-ouest et la Hongrie à l'ouest, et dispose d'un accès à la mer Noire. Membre de l'Union européenne depuis 2007, la Roumanie est une démocratie semi-présidentielle. Le président actuel est Nicușor Dan, élu en 2025, et le gouvernement est dirigé par le Premier ministre Ilie Bolojan, à la tête d'une coalition pro-européenne.

Depuis son adhésion à l'Union européenne, la Roumanie a connu une croissance économique importante, mais elle reste confrontée à plusieurs défis structurels, notamment en matière d'emploi des jeunes, d'inégalités sociales et de migration de sa jeunesse vers d'autres États membres à la recherche de meilleures opportunités.

Dans le cadre du Conseil de l'Union européenne, et plus particulièrement de la formation consacrée à la jeunesse, les États membres débattent de la problématique suivante :

Comment l'Union européenne peut-elle faciliter l'intégration des jeunes sur le marché du travail tout en promouvant simultanément la mobilité, l'inclusion et l'innovation sociale ?

Cette question est centrale pour la Roumanie, où de nombreux jeunes rencontrent encore des difficultés d'accès à un emploi stable et qualifié. L'enjeu pour l'Union européenne est donc de renforcer la coopération entre États membres afin de développer les compétences, encourager la mobilité professionnelle, lutter contre les inégalités et soutenir des initiatives innovantes favorisant l'inclusion sociale

L'intégration des jeunes sur le marché du travail soulève plusieurs enjeux importants pour l'Union européenne et pour la Roumanie en particulier. Tout d'abord, le chômage et la précarité des jeunes restent une préoccupation importante pour nous notamment pour les jeunes peu qualifiés ou issus de milieux défavorisés. Il existe également un décalage entre les compétences acquises à l'école et les réels besoins du marché du travail, en particulier dans le secteur numérique et technologique. La mobilité européenne représente une opportunité grâce aux programmes de l'UE, mais elle peut aussi accentuer la fuite des cerveaux, car de nombreux jeunes Roumains choisissent de travailler à l'étranger, on estime ce nombre à environ 86 000 Roumains âgés de 15 à 29 ans qui ont émigré ce qui a fortement augmenté depuis 2015, selon l'Institut national de la statistique. Enfin, l'inclusion sociale et l'innovation sont essentielles pour garantir que tous les jeunes, y compris ceux vivant en banlieue, aient accès aux mêmes chances. Pour la Roumanie, ces enjeux sont importants: il s'agit à la fois de retenir ses jeunes, de moderniser son économie et d'assurer une meilleure intégration des jeunes dans un marché du travail en constante évolution.

Par rapport à la problématique posée, nous sommes tout à fait favorable à une action forte de l'union européenne pour faciliter l'intégration des jeunes sur le marché du travail. La Roumanie, soutien des politiques européennes qui développent les compétences de nos jeunes, encourage la formation professionnelle et renforce l'accès à l'emploi. En tant qu'État membre, nous appliquons les objectifs du Traité sur le fonctionnement de l'union européenne qui prévoit une coopération entre les pays de l'UE en matière d'emploi et de politique sociale. Nous soutenons également des programmes européens comme Erasmus+ et la Garantie européenne pour la jeunesse, car ils permettent aux jeunes d'acquérir de nouvelles compétences mais nous estimons aussi que certains instruments financiers doivent être encore plus renforcés. Nous défendons notamment la nécessité de maximiser et d'assouplir le Fonds social européen plus (FSE+), afin de permettre aux États membres d'adapter plus facilement les financements aux réalités nationales. Cependant nous insisterons aussi sur un point important que la mobilité ne doit pas aggraver la fuite des cerveaux. D'ailleurs face aux transformations rapides du marché du travail, la Roumanie insiste sur l'importance d'anticiper la transition numérique et le développement de l'intelligence artificielle, en renforçant les compétences digitales et technologiques des jeunes. Enfin, elle défend une approche de « souveraineté pragmatique », c'est-à-dire une Europe solidaire qui favorise la coopération et la mobilité, tout en soutenant la capacité des États membres à développer leur propre économie et à retenir leurs talents.

La Roumanie a déjà mis en place plusieurs actions concrètes pour améliorer l'intégration des jeunes sur le marché du travail. Au niveau national, le pays a mis en place une Stratégie nationale pour la jeunesse 2024-2027 visant à améliorer la qualité de vie de nos jeunes en promouvant un accès inclusif à l'éducation, à l'emploi, à la santé, au logement et à l'engagement culturel, tout en renforçant la participation des jeunes à la vie démocratique. Nous aimerions proposer quelques idées concrètes comme Créer un programme national d'accompagnement technologique, en partenariat avec l'UE, pour former les jeunes aux métiers numériques et à l'intelligence artificielle, afin de répondre aux besoins du marché du travail futur, ou encore Étendre les services de conseil en insertion professionnelle dans les banlieues, en collaboration avec les collectivités locales et les ONG, pour réduire les inégalités territoriales.

En conclusion, la Roumanie adopte une position favorable à une action renforcée de l'Union européenne pour faciliter l'intégration des jeunes sur le marché du travail. Nous soutenons la mobilité, l'inclusion et l'innovation sociale, tout en insistant sur la nécessité d'un soutien financier, notamment à travers le Fonds social européen plus. La Roumanie encourage les opportunités européennes pour les jeunes, tout en renforçant les investissements nationaux afin de limiter la fuite des talents et de garantir des emplois de qualité sur son territoire. Sur le plan politique, la Roumanie se positionne comme un État membre majoritairement europhile, attaché à la coopération européenne et aux valeurs de solidarité et de cohésion. Elle considère l'Union européenne comme un atout essentiel de développement économique et social. Ainsi, dans le cadre du Conseil de l'UE sur la jeunesse, nous sommes pour une Europe plus coordonnée, plus solidaire et plus ambitieuse en matière d'emploi des jeunes.